



Journée internationale de la prévention des catastrophes

Journée internationale de la prévention des catastrophes «Plus 90% des catastrophes de grande ampleur sont des phénomènes climatiques extrêmes» Instituée par une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU le 21 décembre 2009, la Journée internationale de la prévention des catastrophes est célébrée le 13 octobre de chaque année par la communauté internationale. Cette célébration est l'occasion d'attirer l'attention sur le coût de ces catastrophes dont l'impact s'est aggravé substantiellement ces dernières années à cause du réchauffement climatique. Dans cette tribune commune, Mami Mizutori, représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe et chef du Bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes, et Patricia Espinosa, la Secrétaire exécutive de l'ONU sur les Changements climatiques, tirent la sonnette d'alarme. Le changement climatique agit désormais comme un multiplicateur majeur des dommages causés par les catastrophes naturelles dans le monde. Au cours des vingt dernières années, les phénomènes météorologiques extrêmes ont été multipliés par deux, vingt années dont certaines ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Un nouveau rapport publié à l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes, le 13 octobre, indique clairement que 91% des catastrophes de grande ampleur sont des phénomènes climatiques extrêmes et qu'elles représentent 77% des préjudices économiques enregistrés, causés par des épisodes climatiques et géophysiques. Le total des pertes économiques enregistrées au

cours des vingt dernières années est largement sous-estimé, mais s'élève à près de 3.000 milliards de dollars, selon une analyse de la base de données mondiale gérée par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED). De ce montant, 2.245 milliards de dollars américains sont attribués à des catastrophes naturelles liées au climat. À la fin de cette année, en Pologne, les gouvernements doivent achever la mise en oeuvre des lignes directrices de l'Accord de Paris sur le changement climatique – une étape décisive pour garantir que l'accord puisse être réellement opérant. La communauté internationale doit soutenir tous les pays dans les efforts qu'ils déploient pour élaborer des plans nationaux d'adaptation et pour intégrer sans réserve les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe dans leurs objectifs de développement. Pour cela, l'engagement des pays développés à mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour les efforts des pays en développement en matière de changement climatique sera capital. Il s'agit d'un investissement relativement modeste compte tenu de l'ampleur des pertes économiques dues aux phénomènes météorologiques extrêmes. L'année dernière a établi un nouveau record de pertes économiques causées par des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment par des inondations et des tempêtes, favorisées par l'augmentation record de la température de la terre et de la surface de la mer, l'élévation du niveau de la mer et la présence accrue de vapeur dans l'atmosphère. Les températures moyennes mondiales de l'an dernier étaient de 1,1? °C au-dessus des températures préindustrielles, et les neuf années les plus chaudes du monde ont toutes eu lieu depuis 2005. Il y a fort à parier que 2018 deviendra la quatrième année la plus chaude jamais enregistrée. Ces changements profonds se traduisent souvent par des tragédies indicibles telles que la perte de vies humaines, d'habitats et de moyens de subsistance dans les incendies de forêt. Pour la première fois en dix ans, les sécheresses favorisent l'augmentation de la faim dans le monde. Des niveaux de précipitations sans précédent contribuent à la perte de nombreuses vies humaines lors d'événements tels que l'effondrement d'une colline en Sierra Leone ou d'un barrage au Laos. Les saisons des ouragans dans l'Atlantique peuvent tuer des milliers de personnes. Les typhons en Asie entraînent l'évacuation de millions d'habitants. Ce que ces événements nous disent, c'est que le niveau de risque qui existe déjà est renforcé comme jamais auparavant par le changement climatique. La communauté des nations a reconnu que les mesures d'adaptation aux effets inévitables des changements climatiques sont tout aussi importantes que la réduction des gaz à effet de serre. Le monde a besoin d'une approche globale pour la réduction des risques de catastrophe et pour lutter contre le changement climatique. Cela signifie intégrer la mise en oeuvre de l'Accord de Paris et du plan mondial qui vise à réduire les dommages causés par les catastrophes du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. L'effort consenti par les États membres de l'ONU pour accroître les stratégies nationales et locales de gestion des risques de catastrophe comprend la prise en compte des répercussions du changement climatique, de la pauvreté, de l'urbanisation rapide, de la dégradation de l'environnement et de la réglementation déficiente relative à l'utilisation des terres et des constructions. L'impossibilité d'adopter une méthode fondée sur la connaissance du développement socioéconomique aurait des conséquences désastreuses dans un monde qui est actuellement en route – non pas vers l'augmentation souhaitée des températures de 1,5? °C –;, mais à ce rythme actuel, vers les 3? °C. On note des signes prometteurs en ce qui concerne l'action climatique à mesure que les villes, les régions, les entreprises, les investisseurs et les organisations non gouvernementales développent de plus en plus de stratégies de résilience et d'adaptation pour faire face aux effets du changement climatique. Bon nombre de Parties prenantes ont commencé à aligner leurs stratégies sur l'Accord de Paris, ce qui est encourageant, étant donné que les gouvernements ne peuvent pas relever le défi tous seuls. Tandis que les gouvernements continuent à montrer la voie, la participation croissante d'autres acteurs crée un nouveau



multilatéralisme plus inclusif pour lutter contre le changement climatique. Le temps presse. Ce n'est qu'en traduisant totalement des stratégies – telles que celle du Cadre de Sendai, des Objectifs de développement durable de l'ONU et de l'Accord de Paris – en actions concrètes, à tous les niveaux, que nous pourrions protéger efficacement les peuples du monde et les économies dont ils dépendent. • Mami Mizutori est la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe et chef du Bureau des Nations unies pour la prévention des catastrophes www.unisdr.org. • Patricia Espinosa est la Secrétaire exécutive de l'ONU sur les Changements climatiques. Le 12 octobre 2018 Source web par: le matin